

# Point de pivot

RÉSEAU JURIDIQUE CANADIEN VIH/SIDA | RAPPORT ANNUEL 2015-2016

## TABLE DES MATIÈRES

POINT DE PIVOT . . . . .	1
ÉLIRE L'ACTION . . . . .	2
INJUSTICE CRIMINELLE . . . . .	4
REDRESSER LES POLITIQUES SUR LES DROGUES . . . . .	6
DROITS DES LGBTI = DROITS HUMAINS . . . . .	8
RUSSIE: DROITS REQUIS . . . . .	10
EN CHIFFRES . . . . .	12
LA CAMPAGNE «DROIT(S) À L'INSTANT» . . . . .	14
APERÇU DES FINANCES . . . . .	15
REMERCIEMENTS . . . . .	16



RÉSEAU JURIDIQUE CANADIEN VIH/SIDA  
1240, RUE BAY, BUREAU 600  
TORONTO, ONTARIO M5R 2A7  
INFO@AIDSLAW.CA | WWW.AIDSLAW.CA  
@AIDSLAW

# Point de pivot



La réponse au VIH est à un tournant décisif. Si la communauté internationale veut vraiment mettre fin au sida comme menace pour la santé publique et atteindre ses cibles de prévention et de traitement du VIH, il faut intensifier radicalement les efforts pour protéger et réaliser les droits humains, en particulier ceux des « populations clés » les plus affectées par l'épidémie. Faire progresser les droits humains est une obligation juridique et éthique – et une saine politique de santé publique.

L'élan de changement s'accélère sur plusieurs plans. Les leaders mondiaux ont de plus en plus de mal à justifier ou à accepter la « guerre aux drogues ». Les récents débats à l'ONU montrent l'effritement du consensus sur les approches prohibitionnistes, coûteuses et défailtantes. Au Canada, après des années de politiques fédérales malavisées, on voit une ouverture nouvelle aux politiques fondées sur les données scientifiques et les droits humains – une attention sérieuse aux approches que le Réseau juridique prône depuis sa création. Nous préparons notre prochain plan stratégique et voici l'aube de nouvelles possibilités.

Mais ces possibilités exigent de la persistance, pour changer les choses. Cette année, nous avons travaillé à plusieurs enjeux centraux au VIH, aux droits humains et au droit, avec de précieux alliés au Canada et dans le monde. Nous avons investi des efforts considérables dans le mouvement pour réformer les politiques sur les drogues (voir p. 6 et 10), notamment en militant pour des services d'injection supervisée au Canada et en contribuant à un rapport historique de

l'ONU sur les politiques sur les drogues et les droits humains. De plus, au palier de l'ONU, nous avons servi de secrétariat au Groupe de référence de l'ONUSIDA sur le VIH et les droits de l'homme, et contribué de manière importante au Panel de haut niveau du Secrétaire général de l'ONU sur l'accès aux médicaments.

Notre travail aux enjeux qui touchent les Autochtones du Canada a inclus un mémoire demandant qu'une enquête fédérale imminente sur les disparitions et meurtres de femmes autochtones examine comment des lois punitives sur les drogues et sur le travail du sexe contribuent à de tels préjudices. Et nous avons collaboré avec des groupes de travailleuse(-eur)s du sexe à mobiliser une opposition à la loi fédérale néfaste sur le travail du sexe, tout en réfléchissant à de possibles contestations judiciaires.

Les pages qui suivent présentent des exemples de notre travail de la dernière année. Grâce à nos quatre méthodes de travail stratégiques (recherche/analyse, plaidoyer/action en contentieux, éducation du public et mobilisation communautaire), nos efforts interconnectés contribuent à un nouvel élan enthousiasmant, au Canada et dans le monde.



---

**RICHARD ELLIOTT**  
DIRECTEUR  
GÉNÉRAL



---

**MARILOU GAGNON**  
PRÉSIDENTE, CONSEIL  
D'ADMINISTRATION



# Élire l'action

Depuis quelques années, au Canada, les personnes vivant avec le VIH et les communautés particulièrement affectées par l'épidémie – comme les Autochtones, les nouveaux arrivants, les travailleuse(-eur)s du sexe et les personnes qui consomment des drogues – ont été de plus en plus ciblées par des lois et politiques fédérales néfastes, qui font fi des données probantes et enfreignent les droits humains.

Par conséquent, lors du déclenchement de l'élection fédérale de 2015, nous avons

amorcé un effort (comme lors des élections précédentes) afin d'évaluer les positions des principaux partis fédéraux sur des enjeux cruciaux liés au VIH/sida et de les partager avec les électeurs concernés. À l'aide d'un questionnaire, nous avons sondé les partis fédéraux sur le financement d'une stratégie fédérale actualisée et adéquatement financée en matière de VIH et de sida; l'appui à la réduction des méfaits, en particulier les services de consommation supervisée et les programmes de seringues en prison; la

préoccupation de voir la santé et les droits des travailleuse(-eur)s du sexe menacés par une nouvelle loi malavisée; les réformes législatives pour les droits des personnes trans à l'échelon national et en solidarité avec les défenseurs des droits des personnes LGBTI dans le monde; et la protection de l'accès équitable aux médicaments dans le contexte de l'Accord de Partenariat transpacifique (PTP) qui reste à ratifier. Quatre des cinq principaux partis nous ont répondu; dans chaque cas, nous nous sommes réjouis des positions favorables qu'ils ont exprimées sur la plupart des enjeux; nous avons ensuite communiqué ces positions à nos sympathisants par le biais d'une série d'articles de blogues analytiques disséminée à grande échelle.

Depuis l'élection, les réponses des partis ont servi de fondement à notre implication continue auprès des représentants élus pour mobiliser un appui politique à l'égard des réformes requises. À l'occasion de la Journée mondiale du sida, nous avons publié un document d'information intitulé *Action requise*, partagé avec tous les députés et mettant en relief cinq enjeux clés liés au VIH qui sont dans les mains du gouvernement fédéral – ces enjeux mêmes qu'ont commentés les partis fédéraux dans notre questionnaire, mais à présent accompagnés de recommandations concrètes pour l'action. Après la dissémination de ce document d'information, nous avons eu de nombreuses rencontres avec des membres du Cabinet et d'autres députés – notamment trois rencontres en autant de mois avec la ministre fédérale de la Santé – pour discuter des enjeux et des redressements recommandés. Nous sommes heureux d'entendre de la

## Nous avons une nouvelle occasion et un devoir connexe d'impliquer le gouvernement.

part d'employés du milieu politique et de fonctionnaires qu'*Action requise* est un guide utile et une ressource précieuse pour leur travail, qu'ils comptent utiliser lors des discussions attendues sur le développement d'un plan d'action en matière de VIH.

Le nouveau Gouvernement Canada a exprimé sa disposition à collaborer avec la société civile et son engagement à prendre des décisions fondées sur des données scientifiques solides et sur les droits humains. La ministre fédérale de la Santé manifeste assurément une plus grande sympathie à l'égard de plusieurs de nos préoccupations – une attitude qui se fait jusqu'ici plus évidente dans le dossier des politiques sur les drogues (voir la page 6). Nous sommes optimistes quant à cette nouvelle phase de dialogue et de collaboration. Toutefois, il n'y a pas de place pour la complaisance. Nous avons une nouvelle occasion et un devoir connexe d'impliquer le gouvernement dans le redressement des politiques malavisées et dans des actions positives pour éradiquer l'épidémie.

---

**POUR PLUS D'INFORMATION**

✳ [WWW.AIDSLAW.CA/ELECTIONS2015](http://WWW.AIDSLAW.CA/ELECTIONS2015)



# Injustice criminelle

Plus de 180 personnes ont été accusées au criminel, au Canada, pour n'avoir présumément pas divulgué leur séropositivité au VIH avant d'avoir des rapports sexuels – alors que, dans plusieurs cas, le risque de transmission était nul ou extrêmement faible et qu'il n'y avait aucune intention de transmission. Cette utilisation agressive du droit criminel fait fi des preuves scientifiques et viole les droits humains des personnes vivant avec le VIH. Pire encore, le recours profondément problématique à la loi sur l'agression sexuelle dans un tel contexte nuit

aux efforts pour l'égalité des sexes et contre la violence sexospécifique.

Conscient de l'importance cruciale de cet enjeu, le Réseau juridique a collaboré avec Goldelox Productions à la production du film [Consentement : La non-divulgation du VIH et la loi sur l'agression sexuelle](#). Faisant appel à l'expertise de militantes pour les droits des femmes, ce court-métrage documentaire examine si le fait de considérer la non-divulgation du VIH comme une agression sexuelle, dans le cadre de ces poursuites, prétendument pour protéger l'autonomie sexuelle des femmes, peut



# Nous élargissons le débat sur la criminalisation de la non-divulgation du VIH pour y inclure des critiques féministes.

accroître en réalité leur risque de violence et de discrimination – en particulier pour les femmes vivant avec le VIH. Nous avons présenté le film en première lors de notre [Symposium de 2015](#), puis avons organisé des projections et participé à plusieurs autres à travers le Canada et les États-Unis. Par des discussions de panel suivant la projection, de même que des ressources éducatives d'accompagnement sur le site Internet du film, nous élargissons le débat sur la criminalisation de la non-divulgation du VIH pour y inclure des critiques féministes, et remettons en question des croyances sexospécifiques répandues qui sous-tendent la criminalisation excessive du VIH.

Par ailleurs, nous avons commencé à observer l'effet salubre [d'un énoncé de consensus](#) avant-gardiste publié en 2014 et appuyé par plus de 80 éminents scientifiques canadiens – attestant que la possibilité de transmission du VIH est faible, voire nulle, dans diverses situations. En promouvant l'énoncé et en le disséminant largement à des juges, avocats et responsables des politiques, nous avons habilité des avocats de la défense

et des experts médicaux du Canada, ce qui pourrait avoir contribué à au moins un acquittement connu de même qu'à un plaidoyer efficace contre la portée excessive des poursuites dans d'autres affaires.

Parallèlement, nous veillons à ce que les personnes vivant avec le VIH ou affectées par celui-ci disposent de ressources accessibles qui répondent à des questions clés concernant leurs droits et responsabilités au regard de la loi. Pour répondre aux besoins de populations encore plus spécifiques – par exemple, [les femmes vivant avec le VIH qui subissent de la violence de la part d'un partenaire intime](#), ou [les nouveaux arrivants ayant des questions relatives à la divulgation du VIH](#) – nous traduisons également nos ressources dans diverses langues comme le chinois, le pendjabi, l'espagnol et le tagalog.

Chef de file de longue date du mouvement contre la criminalisation du VIH au Canada, le Réseau juridique est également une voix qui fait autorité à l'échelon international. En collaboration avec cinq autres organismes, nous avons récemment formé la toute première coalition internationale sur la criminalisation du VIH. Par le biais de HIV Justice Worldwide, nous entreprendrons une implication internationale multifacette dans ce domaine. En aidant des militants à résister à la criminalisation injuste dans d'autres pays, en renforçant la réponse canadienne et en entreprenant la distribution élargie du film *Consentement*, nous projetons une fois de plus notre travail national dans l'arène mondiale.

---

## POUR PLUS D'INFORMATION :

- ✳ [WWW.AIDSLAW.CA/CRIMINALISATION](http://WWW.AIDSLAW.CA/CRIMINALISATION)
- ✳ [WWW.CONSENTFILM.ORG/FR](http://WWW.CONSENTFILM.ORG/FR)
- ✳ [WWW.HIVJUSTICEWORLDWIDE.ORG](http://WWW.HIVJUSTICEWORLDWIDE.ORG)



# Redresser les politiques sur les drogues

Les politiques punitives ne peuvent éradiquer la consommation problématique de drogues; elles ne font que détruire des vies, gaspiller des ressources et alimenter des épidémies comme celles du VIH et de l'hépatite C. La consommation de drogues et la dépendance aux drogues sont des enjeux de santé et non de justice pénale. Nous devons mettre fin à la « guerre aux drogues » et à ses horribles violations des droits humains pour les personnes qui consomment des drogues.

Ce fut une année charnière quant à l'implication dans les politiques sur les drogues,

avec une élection fédérale et deux réunions importantes de l'ONU : la réunion de la Commission des stupéfiants (CS) et la Session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU (UNGASS) sur le « problème mondial des drogues ». En prévision de celles-ci, nous avons invité des experts des politiques sur les drogues et des militants des quatre coins du pays à un colloque conjoint pour définir un cadre de politiques sur les drogues qui soit fondé sur des données probantes, au Canada. Les participants ont été accueillis par [une allocution vidéo](#) de l'honorable Louise Arbour,



ancienne juge à la Cour suprême du Canada, qui siège aujourd'hui à la Commission mondiale pour la politique sur les drogues; cette journée entière de débats productifs a fixé les modalités de travail à venir.

Lors de la campagne électorale fédérale, nous avons posé des questions aux principaux partis au sujet des services de consommation supervisée (SCS) et des programmes de seringues en prison (PSP), entre autres enjeux liés au VIH; d'autre part, dans un questionnaire préparé conjointement avec la Coalition canadienne des politiques sur les drogues (CCPD) et l'organisme Moms United and Mandated to Saving the Lives of Drug Users (mumsDU), nous avons soulevé un éventail plus vaste d'enjeux relatifs aux politiques sur les drogues. Tous les partis sauf un nous ont répondu, exprimant un appui explicite à diverses réformes – ce que nous avons rappelé au nouveau Parlement, avec des recommandations concrètes pour l'action, dans notre document d'information publié à l'occasion de la Journée mondiale du sida (voir la page 3).

Avant la réunion de la CS et l'UNGASS, et avec l'appui documenté du nouveau gouvernement à des politiques plus progressistes sur les drogues, nous avons transmis (avec la CCPD) à la ministre de la Santé un mémoire identifiant 10 points que la délégation canadienne devrait faire valoir dans les tribunes mondiales, puis avons effectué un suivi lors de nombreuses rencontres en personne. Dans une déclaration mémorable à la CS – et vivement applaudie – le Canada a fait écho à plusieurs de nos recommandations, notamment par un appui explicite à la « réduction des méfaits » (un important revirement par rapport à l'obstructionnisme des dernières années) et par une réaffirmation de son engagement à légaliser et à réglementer le cannabis (un choix audacieux,

compte tenu des restrictions imposées par les traités internationaux obsolètes sur le contrôle des drogues).

Les premiers signes sont positifs, mais il reste beaucoup à faire au gouvernement, et en collaboration avec lui. En février 2016, nous avons publié un rapport conjoint qui a suscité des déclarations encourageantes de la part des ministres de la Santé et de la Sécurité publique. Nous maintiendrons néanmoins notre action en justice concernant les PSP et continuerons de mobiliser l'appui de la société civile. Nous continuerons également de prendre part à des interventions juridiques propices à démanteler les lois punitives du Canada en matière de drogues – par exemple, une affaire à la Cour suprême, où notre intervention au sein d'une coalition a contribué à renverser les peines minimales obligatoires pour certaines infractions liées aux drogues. Nous applaudissons l'engagement du gouvernement à l'égard des SCS et son approbation, au début de 2016, d'une exemption pour un deuxième établissement du genre à Vancouver – mais tant que les lois inacceptables du gouvernement précédent demeureront en vigueur, ces services de santé sauveteurs continueront de faire face à des défis injustifiés.

Nous continuerons de discuter avec la ministre fédérale de la Santé concernant des enjeux particuliers – notamment dans le cadre d'une occasion sans précédent, en juin 2016, lorsque nous la recevrons à Toronto pour l'ouverture de notre deuxième colloque national sur les politiques sur les drogues.

---

#### POUR PLUS D'INFORMATION :

✳ [WWW.AIDSLAW.CA/DROGUES](http://WWW.AIDSLAW.CA/DROGUES)

✳ [WWW.URGENCESANTEPRISON.CA](http://WWW.URGENCESANTEPRISON.CA)



# Droits des LGBTI = droits humains

Dans au moins 76 pays du monde, l'homosexualité est expressément criminalisée. Quarante de ces pays font partie de l'ancien Commonwealth britannique et onze se situent dans les Caraïbes. Il est impératif de contester les lois injustes dans n'importe quel de ces pays, mais cette action dans [les Caraïbes](#) est stratégique car elle pourrait créer d'importants précédents.

Un des pays où une réforme est requise est la Jamaïque, où la discrimination et la violence homophobes contribuent à un taux de VIH parmi les plus élevés au monde. En décembre

2015, nous avons amorcé une contestation constitutionnelle novatrice contre la loi jamaïcaine anti-gais. Provoquant des ondes de choc au pays et dans le monde, la contestation a été couverte par tous les grands médias de la Jamaïque et a généré des centaines d'articles à l'échelle mondiale, notamment dans *The Guardian* et *The New York Times*. Fait encore plus remarquable, un important quotidien jamaïcain, *The Gleaner*, a appuyé la contestation – ce qui indique un changement net d'attitude.

Un long contentieux et une importante somme de travail nous attendent pour résister

aux groupes religieux homophobes, dont plusieurs sont financés par des homologues nord-américains. Pour contrer ces forces haineuses, le Réseau juridique adopte une approche holistique au changement – devant les tribunaux, auprès des responsables des politiques et dans la rue.

Les actions en justice peuvent cibler des lois obsolètes et nocives, mais elles ont aussi le pouvoir de faire changer les cœurs et les esprits. Par exemple, notre autre contestation constitutionnelle – déposée à la Cour d’appel de la Jamaïque en février 2016, en attente de jugement – obligerait les stations de télévision rébarbatives du pays à diffuser une brève publicité exhortant au respect des droits des personnes LGBTI. Parallèlement, nous avons élargi les ateliers de formation à la sensibilisation pour les services en uniforme, dans les Caraïbes. À ce jour, en collaboration avec des alliés de la région (comme United & Strong, GrenCHAP et Meeting Emotional and Social Needs Holistically (MESH)), nous avons formé des membres de corps de police, de services d’incendie, de services douaniers, d’agences d’immigration, de services de sécurité portuaire et de l’armée d’Antigua-et-Barbuda, de la Barbade, de la Grenade, de Sainte-Lucie, de Saint-Kitts-et-Nevis et du Suriname. Et pour galvaniser et habiliter une communauté d’activistes sur le terrain, nous avons réalisé plusieurs campagnes de visibilité prudentes, et contribué à l’organisation de la toute première Fierté de Montego Bay.

Au Canada, nous complétons cette stratégie en dirigeant l’« **Initiative Dignité** », une coalition d’organismes canadiens de la société civile exhortant le gouvernement fédéral à définir clairement son engagement à l’avancement des droits des personnes LGBTI dans le monde et à l’intégrer dans sa



## Pour galvaniser et habiliter une communauté d’activistes sur le terrain, nous avons contribué à l’organisation de la toute première Fierté de Montego Bay.

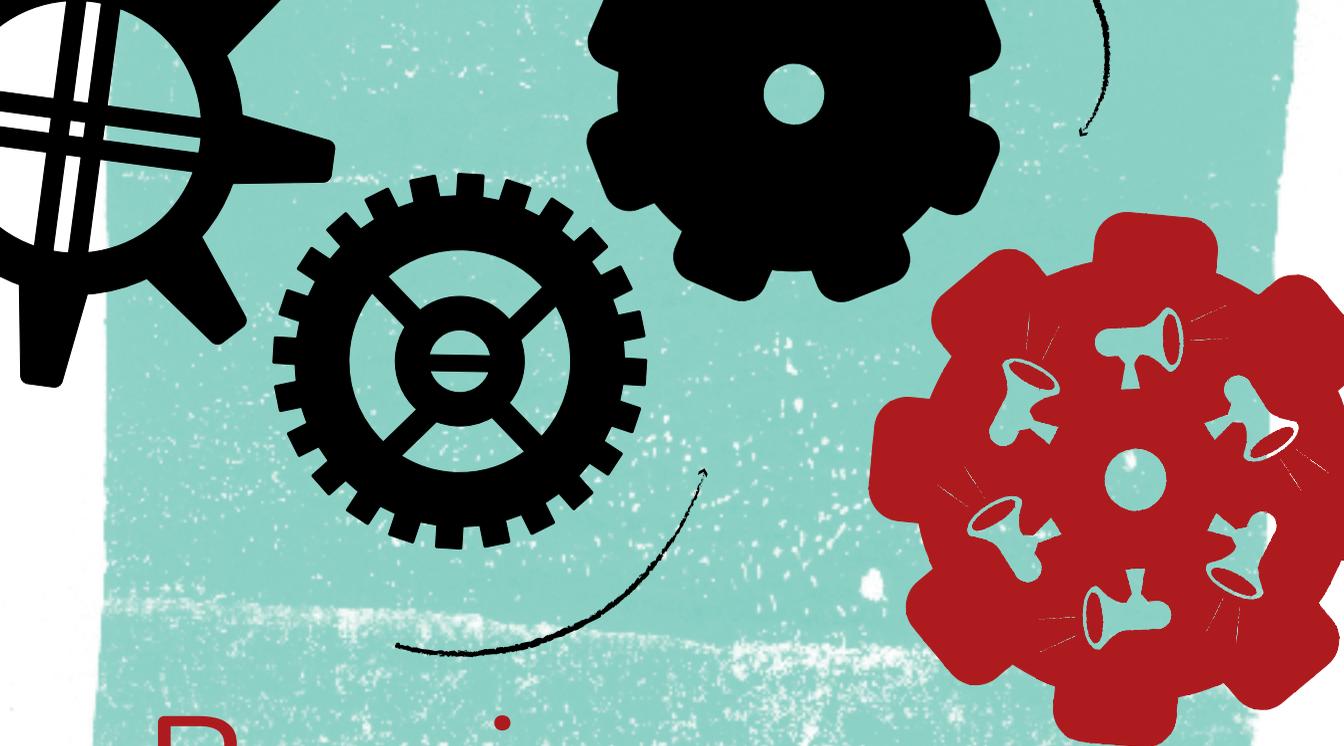
politique étrangère. Lors de la campagne électorale fédérale, la majorité des partis ont publiquement promis de promouvoir les droits humains des personnes LGBTI au pays et dans le monde – dans le cadre d’un débat entre des candidats des partis organisé par l’Initiative Dignité, au centre-ville de Toronto, et le questionnaire du Réseau juridique à l’intention des chefs des partis fédéraux (voir la page 2). Par ces initiatives, et par la majeure partie de notre travail, nous nous efforçons de relier le mondial au local dans nos recherches et notre plaidoyer.

---

### POUR PLUS D’INFORMATION :

✳ [WWW.AIDSLAW.CA/DROITSLGBTI](http://WWW.AIDSLAW.CA/DROITSLGBTI)

✳ [WWW.DIGNITYINITIATIVE.CA/FR](http://WWW.DIGNITYINITIATIVE.CA/FR)

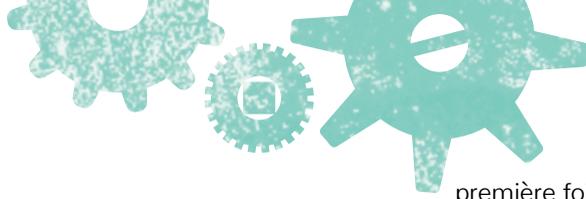


# Russie : Droits requis

Plus d'un million de personnes vivent avec le VIH en Russie, mais les autorités sont réticentes à reconnaître l'ampleur de cette épidémie. Malgré la forte prévalence de la consommation problématique de drogues et l'escalade de l'épidémie du VIH parmi les personnes qui s'injectent des drogues, la Russie interdit en signe de défiance le traitement de substitution aux opiacés (TSO) – une mesure de réduction des méfaits dont l'efficacité est démontrée, utilisée depuis des décennies dans divers pays et appuyée par l'Organisation mondiale de la Santé, l'ONUSIDA et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Le gouvernement russe prône plutôt diverses méthodes de

traitement inefficaces et non scientifiques, dont certaines sont potentiellement mortelles.

Depuis plusieurs années, le Réseau juridique collabore avec des activistes et des partenaires de la Russie et de la région, comme la Fondation Andrey Rylkov, à Moscou, à faire changer les politiques désuètes et répressives en matière de drogues. Les progrès sont lents, mais nous avons célébré cette année **des victoires historiques** découlant de notre plaidoyer persistant. Dans ses Observations finales concernant la Russie, le Comité des droits de l'homme de l'ONU a abordé explicitement pour la première fois les droits humains des personnes qui consomment des drogues en Russie, en citant l'interdiction



## Nous demeurons actifs sur le terrain en appuyant des affaires de contentieux au palier national.

légale du TSO parmi ses préoccupations quant à la maltraitance des personnes qui ont une dépendance aux drogues et qui sont détenues par la police. Plus tard dans l'année, notre mémoire conjoint au Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a conduit à ce que l'on recommande au gouvernement russe d'offrir le TSO aux femmes qui consomment des drogues. Ces conclusions ajoutent au corpus de jurisprudence internationale à l'encontre de la Russie et devraient appuyer les procédures actuelles devant la Cour européenne des droits de l'homme, contestant l'interdiction du TSO en Russie.

Importantes d'un point de vue stratégique, les recommandations de l'ONU ne se traduisent toutefois pas nécessairement par des changements juridiques et de politiques dans le pays; c'est pour cette raison que nous demeurons actifs sur le terrain en appuyant des affaires de contentieux au palier national. Là aussi, nous avons vu une percée : la Cour constitutionnelle de la Russie a tranché pour la

première fois que les autorités devraient mettre en œuvre les recommandations du Groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire. Ce jugement est le fruit de nos interventions dans l'affaire *Matveev c. Russie*, qui illustre à divers égards comment l'application de la loi porte atteinte aux droits des personnes qui consomment des drogues dans ce pays.

Au-delà des mécanismes nationaux et internationaux pour intensifier les pressions en faveur d'une réforme du droit et des politiques, nous continuons de travailler directement avec des personnes qui consomment des drogues, notamment dans le cadre de notre projet d'« avocats de rue » qui s'étend à présent à cinq villes russes. Ce travail implique d'outiller les militants et les membres de « populations clés », afin qu'ils connaissent les lois et puissent défendre leurs droits. Pour ce faire, nous avons produit [une série de brèves vidéos](#) dynamiques en russe, en complément à un manuel que nous avons corédigé avec des activistes communautaires et avec le Programme des Nations Unies pour le développement afin d'aider à documenter, à contester et à redresser les violations de droits humains lorsqu'elles se produisent.

En tenant pour responsable le Gouvernement de la Russie devant les instances internationales et en habilitant des militants et activistes locaux à défendre et à revendiquer leurs droits humains, nous continuons de dénoncer le manquement au devoir des autorités russes, qui non seulement ignorent la crise du VIH dans leur pays, mais qui l'exacerbent également.

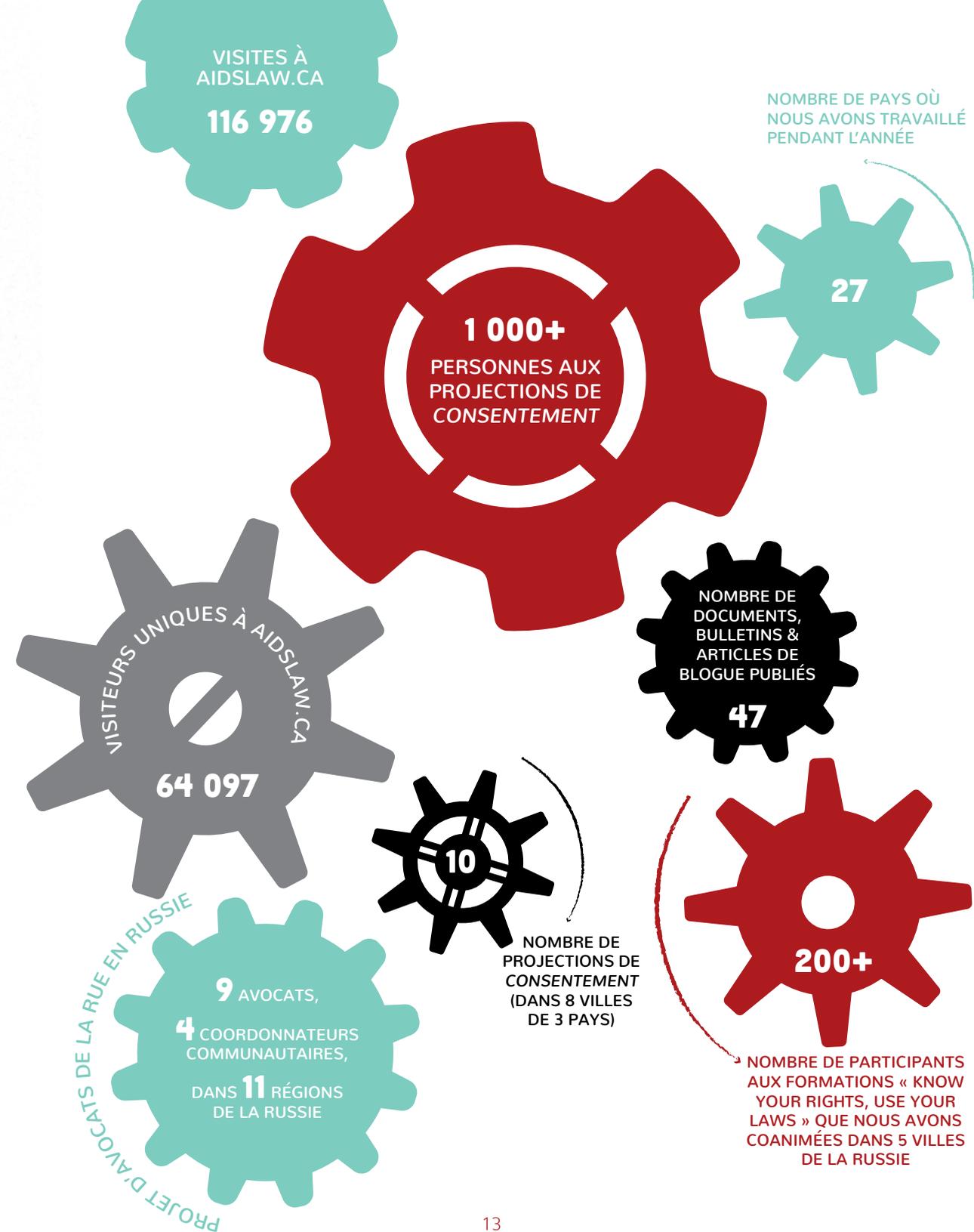
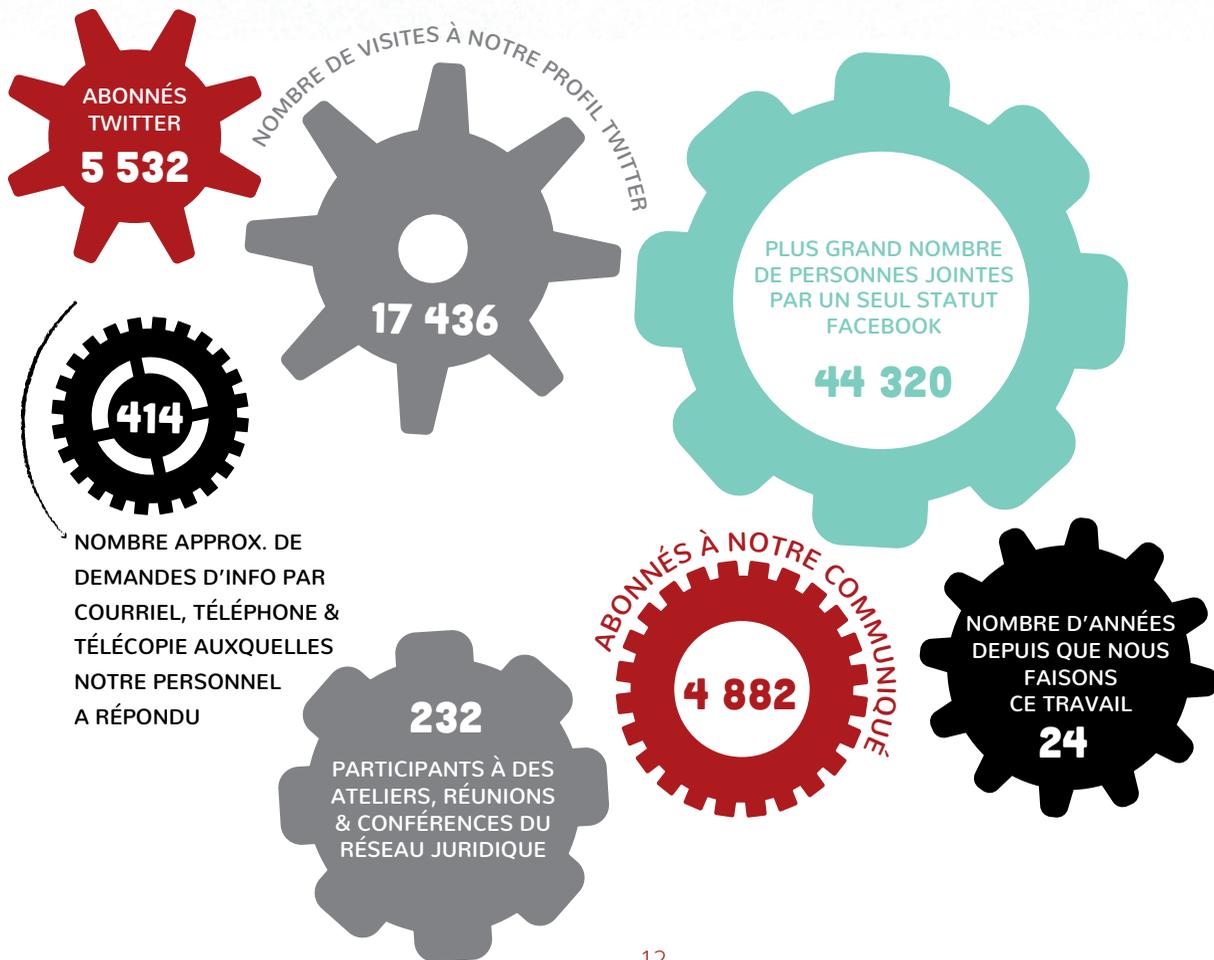
---

**POUR PLUS D'INFORMATION :**

✳ [WWW.AIDSLAW.CA/RUSSIA](http://WWW.AIDSLAW.CA/RUSSIA)

# En chiffres

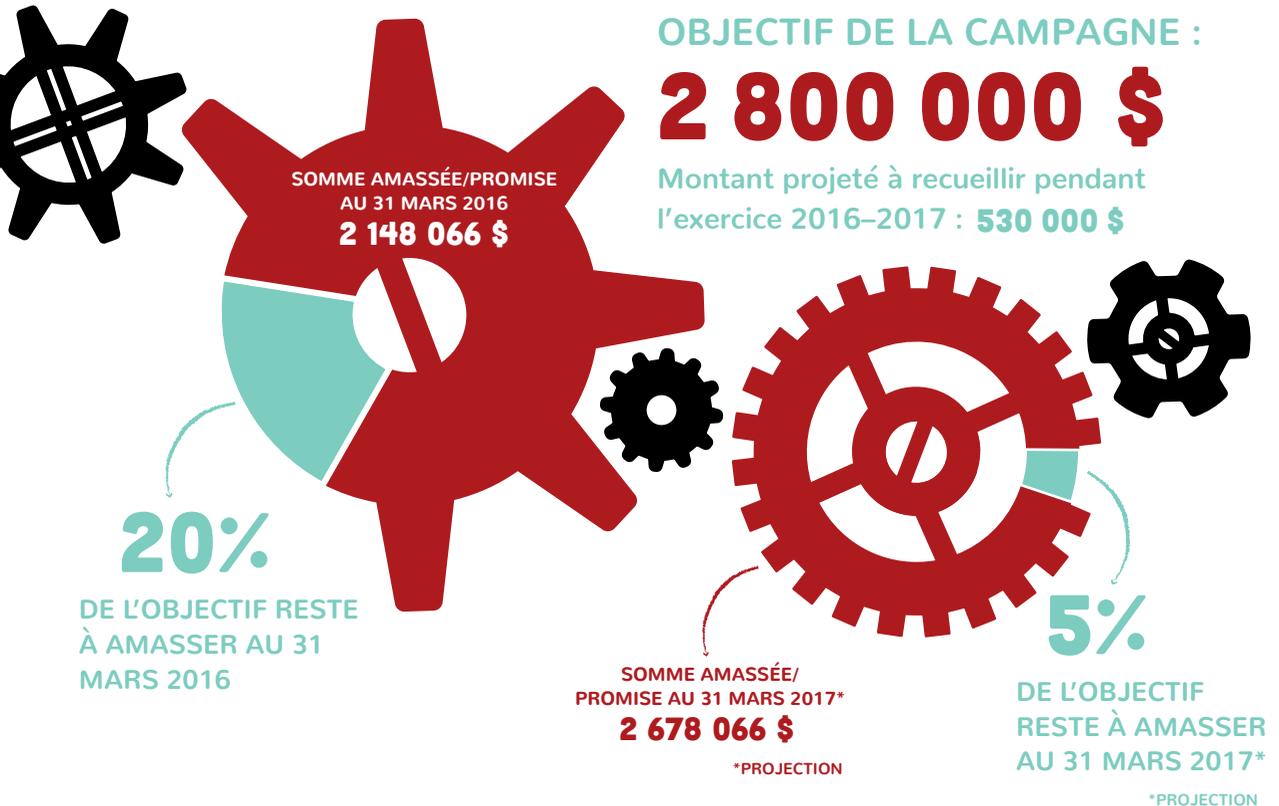
Les faits et chiffres suivants offrent un instantané des activités du Réseau juridique du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 31 mars 2016.



# La campagne « Droit(s) à l'instant »

## PLUS PRÈS DE L'OBJECTIF

Lancé en juin 2014, « **Droit(s) à l'instant** » est une vaste campagne visant à développer un programme de collecte de fonds à long terme, durable et intégré pour appuyer les objectifs de politiques de 2014–2017 du Réseau juridique. En date de juin 2016, nous avons atteint près de **80 p. cent** de notre **objectif de 3 millions \$** (ajusté à 2,8 millions \$). Les contributions à la campagne « **Droit(s) à l'instant** » nous aideront à susciter des changements durables aux lois, aux politiques et aux pratiques, pour améliorer les vies de milliers, voire de millions, de personnes. Avec le soutien continu de nos donateurs, nous croyons pouvoir atteindre **95 p. cent** de notre objectif d'ici le **31 mars 2017**.



# Aperçu des finances

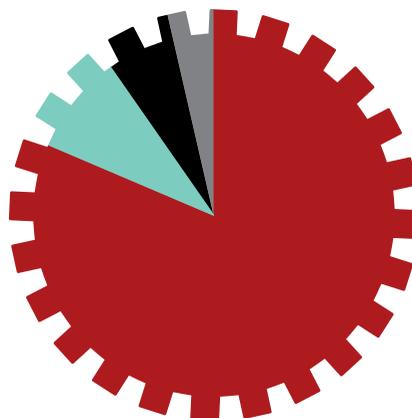
## RÉSUMÉ DES ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 MARS 2016

	2016	2015
REVENUS	\$	\$
Subventions	1 556 393	1 222 361
Frais de consultation	322 480	159 350
Dons	117 207	91 897
Cotisations	1 288	9 300
Intérêt et autres	6 805	33 477
<b>TOTAL DES REVENUS</b>	<b>2 004 173</b>	<b>1 516 385</b>
<b>DÉPENSES</b>		
Personnel et honoraires professionnels	1 402 422	1 136 046
Déplacements	235 235	101 070
Événements et prix	83 729	43 189
Communications et information	53 130	40 787
Litiges stratégiques	26 776	14 931
Loyer et entretien	109 670	89 212
Matériel et dépenses de bureau	52 048	45 244
Amortissement	2 082	5 801
Autres	36 543	25 228
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>2 001 635</b>	<b>1 501 508</b>
<b>ACTIF NET</b>	<b>109 957</b>	<b>107 419</b>

## UTILISATION DE NOS FONDS

Activités de bienfaisance	81.5 %
Administration	9 %
Collecte de fonds	6 %
Autres	3.5 %



# THANKS REMERCIEMENTS

Sincere thanks to our extraordinary collaborators  
for playing such an important role in our success

Sincères remerciements à nos formidables collaborateurs,  
pour leurs grandes contributions à nos réussites

## ADVOCATES CIRCLE / CERCLE DES PORTES- FLAMBEAU

Rebecca Cook  
R. Douglas Elliott  
Michael Feder  
Stephanie Dickson  
Derek Hodel  
Stephen Lewis  
Peter McKnight  
Ron Rosenes  
Lori Stoltz

## BOARD OF DIRECTORS / CONSEIL D'ADMINISTRATION

Andrew Beckerman, Vice-  
chair / vice-président  
William Booth  
James Burns  
Veronica Cenac  
Rosemary Fayant  
Marilou Gagnon, Chair /  
présidente  
Louis Letellier de St. Just  
Maria Nengeh Mensah,  
Secretary / secrétaire  
Ryan Peck, Treasurer /  
trésorier  
Ron Rosenes  
Christine Vézina  
Jessica Whitbread

## HONORARY MEMBERS / MEMBRES HONORAIRES

Joanne Csete  
Ralf Jürgens

## STAFF / PERSONNEL

Daniele Bourgeois, Program  
Support Assistant /  
adjoïnte du soutien  
aux programmes (as of  
November 16, 2015 / à  
compter du 15 novembre  
2015)  
Janet Butler-McPhee, Director  
of Communications and  
Advocacy / directrice des  
communications et du  
plaidoyer (on parental leave  
as of October 15, 2015 / en  
congé parental à compter  
du 15 octobre 2015)  
Sandra Ka Hon Chu, Director  
of Research and Advocacy  
/ directrice de la recherche  
et du plaidoyer  
Stéphanie Clavaz-Loranger,  
Senior Policy Analyst /  
analyste principale des  
politiques (until November  
15, 2015 / jusqu'au 15  
novembre 2015)

Adrineh Der-Boghossian,  
Communications  
Specialist / spécialiste des  
communications (as of  
September 21, 2015 / à  
compter du 21 septembre  
2015)  
Richard Elliott, Executive  
Director / directeur  
général  
Irene Gerassimova,  
Development Officer /  
agente du développement  
(as of September 21,  
2015 / à compter du 21  
septembre 2015)  
Mikhail Golichenko, Senior  
Policy Analyst / analyste  
principal des politiques  
Terry Gould, Program  
Support Manager /  
gestionnaire du soutien  
aux programmes  
Cécile Kazatchkine, Senior  
Policy Analyst / analyste  
principale des politiques  
Lauryn Kronick,  
Communications and  
Outreach Officer / agente  
des communications et du  
rayonnement

Kimahli Powell, Director  
of Development and  
Outreach / directeur  
du développement et  
rayonnement  
Doriana Schiavi, Finance  
Manager / gestionnaire  
des finances  
Vajdon Sohaili, Director  
of Communications  
/ directeur des  
communications  
Alison Symington, Co-  
Director of Research and  
Advocacy / codirectrice  
de la recherche et du  
plaidoyer (until January 29,  
2016 / jusqu'au 29 janvier  
2016)  
Maurice Tomlinson, Senior  
Policy Analyst / analyste  
principal des politiques

## DONORS / DONATEURS Leadership Circle / Cercle du leadership

AIDS-Free World  
Andrew Beckerman  
Broadway Cares/Equity  
Fights AIDS, Inc.  
City of Toronto, Investing in  
Neighbourhoods initiative

Rebecca Cook  
Joanne Csete  
Allan Dorrington Jr.  
Douglas Stollery Fund at  
Edmonton Community  
Foundation  
Howard and Patricia Elliott  
Richard Elliott  
Elton John AIDS Foundation  
Claudio Gatti  
Global Fund to Fight AIDS,  
Tuberculosis and Malaria  
/ Fonds mondial de  
lutte contre le sida,  
la tuberculose et le  
paludisme  
Government of Canada,  
Canada Summer Jobs  
initiative / Gouvernement  
du Canada, initiative  
Emplois d'été Canada  
Jonathan Gunthorp  
Derek Hodel  
Karim Ladak  
Law Foundation of Ontario  
/ Fondation du droit de  
l'Ontario  
Levi Strauss Foundation  
Mona Loutfy  
MAC AIDS Fund  
Beverly and Casey McKibbin

Metropolitan Community  
Church of Toronto  
David Olson  
Ontario Ministry of  
Citizenship, Immigration  
and International Trade  
/ Ministère des Affaires  
civiques, de l'Immigration  
et du Commerce  
international de l'Ontario  
Open Society Foundations  
Paul Penny  
Public Health Agency of  
Canada / Agence de la  
santé publique du Canada  
Robert Carr Civil Society  
Networks Fund  
Gordon Ross  
UNAIDS / ONUSIDA

## Defenders' Circle / Cercle de défenseurs

Myrtle Blinn  
Earl Brown  
James Burns  
Cassiopeia Burrell  
Ruth Carey  
Robert Champagne  
Sarah Chown  
Stéphanie Clavaz-Loranger  
Ken Clement  
Morgan Craig  
Theodore de Bruyn  
Laurie Edmiston  
Cynthia Fromstein  
Marilou Gagnon  
Patricia C. Holbro  
Jennifer Kilty  
Denis Leblanc  
Judi MacLeod  
Gail Mahood  
Maria Nengeh Mensah  
Peggy Millson  
Justin Noble  
Annika Ollner  
David Olson  
David Patterson

Michelle Proctor-Simms  
Scott Rayter  
Ron Rosenes  
Bruce Ryder  
Sheena Sargeant  
Luc Sobel  
Kim Thomas  
Christine Vézina  
Denise Wozniak  
Jennifer Young

## Giving Circle / Cercle des donateurs

Barry Adam  
Ahmed Bayoumi  
Glenn Betteridge  
William Booth  
Walter Cavaliere  
Vince Chu  
Jeremy Dolgin  
John and Pat Evans  
Rosemary Fayant  
Martin French  
Catherine Leckey  
Louis Letellier de St. Just  
Greg Lichti  
John Miller  
Kenneth Monteith  
Ken Morrison  
Juan Pablo Ordoñez  
Scott Zenkatsu Parker  
Shakir Rahim  
Angela Robertson  
Mark H. Rowlinson  
Paul Sereda  
Julia Shugarman  
Colin Stewart  
Paul Sutton  
Shawn Syms  
Maurice Tomlinson  
Jessica Whitbread

## VOLUNTEERS AND SUPPORTERS / SYMPATHISANTS ET BÉNÉVOLES

Gloria Akouris

Tahir Amin  
Hon. Louise Arbour  
Freddie Arps  
McLean Ayearst  
Erin Aylward  
Don Baker  
Dallas Barnes  
Fatimitou Barry  
Joseph Batista  
Edwin Bernard  
Karen Bernofsky  
Susan Boyd  
Jeansil Bruyère  
Nuno Capaz  
Angela Chaisson  
Kerlin Charles  
Jenn Clamen  
Seth Clarke  
John Collins  
Brenda Cossman  
Karina Côté  
Libby Davies  
Alexandra de Kiewit  
Marisol Desbiens  
Zoë Dodd  
Kim Dolan  
Alison Duke  
Jean Dussault  
Josée Dussault  
Seth Earn  
Patrick Eba  
Ariane Émond  
Michelle Emson  
Karin Galldin  
Laverne Gervais  
Patsy Grannum  
Muluba Habanyama  
Marlene Ham  
Glynnis Hawe  
Rev. Brent Hawkes  
Raymond Helkio  
Hannah Hetzer  
Emily Hill  
Elaine Hyshka  
Carlos Idibouo  
Haoua Inoua  
Westmin James

Khalid Janmohamed  
Douglas Janoff  
Orin Jerrick  
Tara Jewel  
Val Kalende  
Ka Ni Kanichihk's Sisters of  
Fire  
Caitlyn Kasper  
Jonathan Kay  
Doug Kerr  
Thomas Kerr  
Farrah Khan  
Alana Klein  
Andrea Krüsi  
Julie S. Lalonde  
Andrea Langlois  
Sasha Longo  
Jacquie Lucas  
Lenore Lukasik-Foss  
Donald MacPherson  
Nazlee Maghsoudi  
Renée Masching  
Nigel Mathlin  
Tim McCaskill  
Jean McDonald  
Jasmine Mckay  
Albert McLeod  
Melissa Medjuk  
Corrie Melanson  
Viviane Michel  
Caroline Mousseau  
Eric Mykhalovskiy  
Marie-Ève Morin  
Valerie Nicholson  
Jason Nickerson  
Jonathan Niemczak  
Gonzo Nieto  
Val Nicolson  
N. Nicole Nussbaum  
Caleb Orozco  
Eugene Oscapeella  
Jean-François Perrier  
Daryl Phillip  
Kenita Placide  
Luciana Pol  
Sandeep Prasad  
Sharmeen Premjee

Cheryl Reitz  
Steve Rolles  
Steven Ross  
Martine Roy  
Sangam  
Naomi Sayers  
Stephen Seaborn  
Erin Seatter  
Martha Shaffer  
Kate Shannon  
Tess Sheldon  
Daniel Sheppard  
Jonathan A. Shime  
Will Small  
Trevor Stratton  
Alexa Strauss-Hoffmann  
Rocky Swanson  
Tanya Talaga  
Darien Taylor  
Mark Tyndall  
Emily van der Meulen  
Kim Vance  
Pat Vandesompele  
Micheal Vonn  
Amy Voss  
Amy Wah  
Dan Werb  
Eugene Weiss  
Kris Wells  
Frank Welsh  
Sandra Wesley  
Dean Wilson  
And thanks to all our partners  
in Russian-speaking  
countries, Eastern Europe  
and Central Asia

For more information on  
how you can support our  
work, please visit  
[www.aidslaw.ca/donate](http://www.aidslaw.ca/donate).

Pour savoir comment vous  
pouvez appuyer notre  
travail, consultez  
[www.aidslaw.ca/dons](http://www.aidslaw.ca/dons).